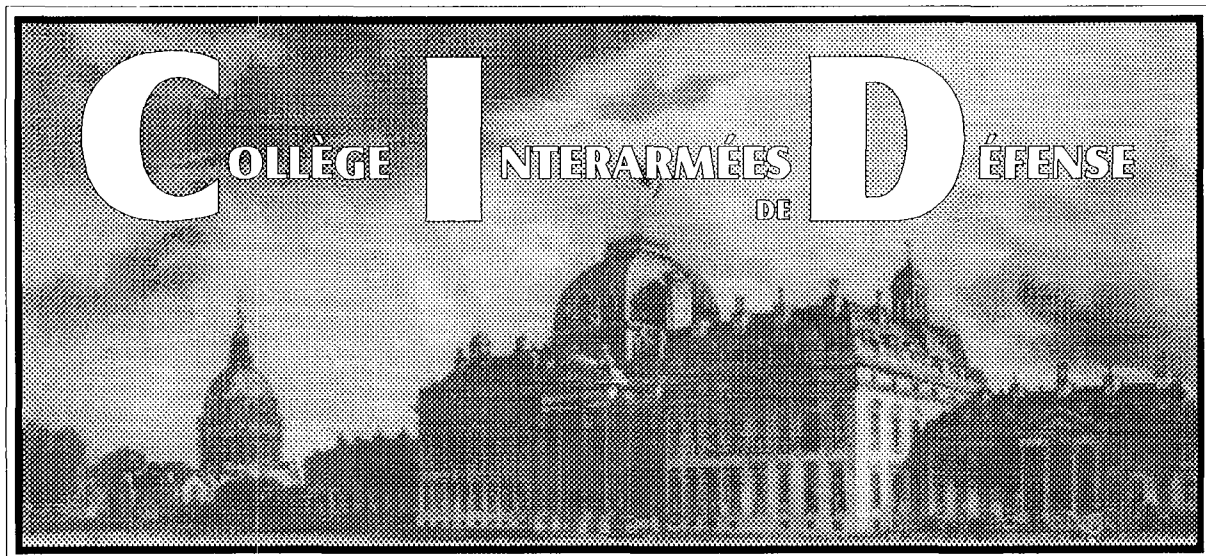




MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE :

LA RÉALITÉ MÉDITERRANÉENNE DANS LES AMBITIONS DE LA FRANCE

CDT CHAPUT L.
Division C / Groupe C4
5ème Promotion CID

En l'espace de vingt ans la France a connu des bouleversements internes comme externes qui l'ont contrainte à reconsidérer progressivement ses relations avec le monde et à remodeler sa sphère traditionnelle d'intérêts.

Fragilisée économiquement par des années de récession, elle a déjà perdu son rang de grande puissance. Mais elle n'en reste pas moins une puissance économique de premier plan et à ce titre détentrice d'atouts à faire valoir sur la scène internationale.

L'apparent déclin, qu'a pu donner de notre société l'alternance politique de nos gouvernements, n'est en rien représentatif d'un quelconque renoncement de la Nation française à ses prétentions internationales traditionnelles. Le peuple français, prompt à l'emportement et à la manifestation violente de ses sentiments, reste malgré tout uni autour des valeurs traditionnelles qui ont par le passé fédéré les énergies et nourri les ambitions d'une grande Nation. La richesse de son passé et le rôle déterminant qu'il a souvent joué dans le cours de l'Histoire, lui donnent une vision amplifiée et presque messianique de son rôle dans le monde. La France a ainsi gardé une dynamique et des prétentions d'acteur mondial influant. Mais, il n'est pas sûr qu'elle ait encore les moyens de ses ambitions.

Sa façade naturelle sur la Méditerranée l'a de tout temps poussée à considérer l'espace méditerranéen comme un élément majeur de son environnement et comme un champ privilégié de son expression de puissance.

Dans l'ambition probable de préserver son rang d'acteur mondial, la France saura-t-elle encore à l'horizon 2020, faire de l'espace méditerranéen un instrument de ses ambitions de puissance ?

La fin de la bipolarité a érodé le principe d'une hégémonie mondiale et redonné tout son intérêt à l'idée de puissance régionale. La France soucieuse de préserver, dans le concert des nations, un rang que ne lui garantira plus très longtemps encore sa seule puissance économique, a bien saisi l'intérêt que pourrait constituer pour elle l'affirmation d'un « leadership » régional. Culturellement latine et donc traditionnellement tournée vers sa façade méridionale, elle considère à juste titre l'espace méditerranéen comme un champ favorable à l'expression de telles ambitions. Cependant sa place et son rôle particuliers dans cette région sont progressivement contestés, dans divers domaines, par l'intrusion ou l'émergence de nouveaux acteurs ainsi que par la complication des relations. Elle jouit néanmoins d'atouts qui, s'ils ne lui permettent pas de rétablir un « leadership » en Méditerranée, peuvent, habilement et patiemment combinés, lui conférer un rôle incontournable dans la région. A ces conditions et afin de préserver ses ambitions de puissance à l'horizon 2020, l'espace méditerranéen restera un instrument utile pour la France.

Pour se rallier à cette thèse, il suffit de considérer l'évolution du contexte méditerranéen et d'analyser les chances possibles d'une nouvelle stratégie française en Méditerranée. C'est l'objectif de l'étude qui suit.

L'EVOLUTION DU CONTEXTE MEDITERRANEEN :

L'accélération récente de l'Histoire n'a pas épargné le Bassin méditerranéen. L'unité des pays arabes en se fissurant progressivement a renvoyé, avec des fortunes très diverses, chacun de ces pays à son destin. Les relations traditionnelles entre la rive nord pourvoyeuse financière et la rive sud débitrice se sont compliquées. C'est principalement le cas du Maghreb qui nourrit à l'égard de l'Europe une rancœur justifiée. Dans le même temps, la Méditerranée a pris une dimension régionale avec ce que cela comporte d'enjeux. De nouveaux acteurs nationaux se sont imposés dans le concert méditerranéen, soit par leur force d'intrusion, comme les Etats-Unis, soit au bénéfice de circonstances favorables à leur émancipation diplomatique, comme l'Egypte ou la Turquie. La marge de manoeuvre de l'Europe dans la région s'en trouve d'autant plus réduite aujourd'hui que des rivalités d'intérêts divisent sa frange latine. La France en fait en premier lieu les frais.

Depuis la chute du mur de Berlin, la Méditerranée a connu des événements qui ont profondément modifié son équilibre géopolitique et les relations traditionnelles entre ses acteurs. L'effondrement du Bloc de l'Est, la guerre du Golfe la crise algérienne et plus encore, la mondialisation de l'économie ont ou ont eu une influence déterminante sur les changements en Méditerranée.

Avec la fin de la guerre froide la confrontation stratégique entre les deux superpuissances militaires a pour ainsi dire disparu. La pression baissant dans la région, l'alliance de circonstance entre l'Union soviétique et les pays arabes a presque totalement perdu de sa substance. La prise de distance de l'Union soviétique puis de la Russie a d'une certaine manière contribué à l'affaiblissement de l'unité arabe. Cet affaiblissement s'est confirmé par la divergence de position des acteurs arabes sur la question de légitimité de l'invasion irakienne au Koweït. L'événement du Golfe a eu pour effet secondaire l'affaiblissement des solidarités traditionnelles entre pays arabes face aux puissances européennes et plus généralement occidentales. Qu'en est-il en effet aujourd'hui de la dynamique d'action du mouvement des Non-alignés, de la Ligue arabe et de l'Union du Maghreb arabe ? Sur ce plan, la structuration lente mais progressive de l'Union européenne ne fait que souligner la désunion arabe et qu'accroître le désavantage de la rive sud-méditerranéenne dans le dialogue Nord-Sud. Perdant les intérêts communs nécessaires à sa dynamique de solidarité, le Monde arabe a perdu toute unité de discours sur la scène diplomatique. Le sentiment de perte d'écoute et d'influence des pays du Maghreb, principalement, dans les instances de décision internationales est d'autant plus mal vécu par ces pays que l'aide financière européenne traditionnellement destinée au développement africain se concentre désormais prioritairement sur les pays d'Europe centrale et orientale.

La mondialisation de l'économie a également contribué de manière indirecte à ce sentiment d'abandon de la rive sud par la rive nord. L'ouverture des marchés maghrébins dictée par la nouvelle logique d'économie de marché a eu pour effet d'inciter ces pays à réformer, à leurs risques et périls, leurs structures économiques et industrielles. La dette nationale et le chômage qui frappent aujourd'hui ces pays le démontrent avec évidence. Pis encore, faisant appel à l'aide financière des pays riches pour poursuivre leurs efforts de restructuration et arguant du droit à l'aide

financière consentie aux pays en voie de développement, les pays maghrébins se sont vus imposer comme condition préalable à toute nouvelle aide, l'infléchissement de leur politique intérieure vers plus de démocratie. Cette exigence de démocratisation, certes louable, n'est ni crédible ni souhaitable pour ces nations comme pour l'Europe d'ailleurs. Comment en effet autoriser sans réticence des libertés qui renforceraient le pouvoir de pénétration et de nuisance de mouvements religieux fondamentalistes, ennemis déclarés des pouvoirs en place. Les dirigeants maghrébins ne peuvent décemment l'accepter. De même, contraindre ces pays à une démocratisation à marche forcée reviendrait, en faisant le lit d'un islamisme dur et hostile à l'occident, à renforcer le pouvoir d'exportation d'une forme de « terreur du Sud » en direction de la rive nord. L'Europe ne peut donc ignorer le paradoxe qu'il y a à prôner une plus grande démocratie au Maghreb et au Machrek et à dénoncer l'effet subversif de l'islamisme sur nos minorités nord-africaines. Il est en effet indéniable que l'islamisme fait son lit de la démocratie.

Le constat que l'on peut actuellement faire est qu'après un sentiment d'abandon par la rive nord et une phase transitoire de résignation, les pays du Maghreb semblent opter pour une attitude résolument plus incisive et insidieuse à l'égard de leurs contributeurs traditionnels devenus trop exigeants. Utilisant habilement l'inflation de leur démographie, la récession persistante de leur économie et leur corollaire habituel, le chômage, les pays de la rive sud semblent prêts à exercer une forme de menace à l'immigration et à la diffusion d'un Islamisme dur contre l'Europe, pour obtenir de cette dernière et sans contrepartie, les aides financières qu'ils réclament.

La guerre du Golfe a eu également pour effet de modifier les rapports de puissance dans le Moyen-Orient et de permettre l'émergence par défaut de nouvelles puissances régionales. L'affaiblissement pour longtemps du potentiel militaire irakien, les difficultés économiques et politiques de l'Arabie-Saoudite et l'attitude plus conciliatrice de la Syrie à l'égard de l'Occident laissent le champ libre à l'Egypte, au Machrek et à la Turquie, dans l'espace méditerranéen turcophone. Ces deux pays sortis renforcés du conflit du Golfe, comparativement à leurs voisins, entendent faire valoir aux yeux des grandes puissances le rôle régulateur et stabilisant que leur confère désormais leur situation dans la région. Devenant peu à peu des acteurs incontournables de la sécurité au Proche-Orient et de ce fait pouvant contribuer à une plus grande liberté d'action des puissances économiques occidentales, ces deux pays ont su « monnayer » leurs avantages contre un statut de partenaires privilégiés dans les principales instances de décision en Méditerranée. On pourrait d'ailleurs en dire autant de la Syrie qui est aujourd'hui reconnue comme un interlocuteur de l'Occident et comme un médiateur possible des différends régionaux.

Le nombre habituel des interlocuteurs des grands acteurs traditionnels de la région s'est, comme on peut le constater, singulièrement accru. Le jeu diplomatique n'en devient que plus complexe.

Dans le même temps et à une tout autre échelle, la recherche d'un « nouvel ordre mondial » paraît inévitable tant l'hégémonie américaine est aujourd'hui criante et déstabilisante à l'échelle de la planète. L'émergence d'un pôle équilibrant, concurrent de la puissance d'outre-atlantique, est l'hypothèse la plus souhaitable. L'hégémonie régionale constituera vraisemblablement la première étape de la

constitution de ce pôle concurrent. La notion de régionalisation retrouve dès lors une importance qu'elle avait perdu dans l'affrontement bipolaire de la Guerre froide.

N'échappant pas à la règle, alors même que les rapports Nord-Sud se tendent, la région Méditerranée trouve aux yeux du Nord et des puissances occidentales notamment, un intérêt renouvelé.

La puissance américaine, alliée traditionnelle d'Israël et cliente principale des pays du Golfe arabo-persique, avait jusqu'aux événements du Koweït une approche plutôt stratégique de la Méditerranée. Sa présence y était essentiellement militaire. Depuis 1991, sa position est tout autre. Sortis grands vainqueurs du conflit du Golfe, les Etats-unis entendent tirer tous les dividendes de leur intervention, à commencer par des compensations économiques. Pourvoyeur quasi-exclusif des pays du Golfe en matière d'armement, ils n'entendent pas se cantonner au Moyen-Orient. Leur volonté de s'affirmer comme seul médiateur possible des différends au Proche-Orient est symptomatique des ambitions et du pouvoir d'intrusion de cette puissance en Méditerranée orientale. La France en a fait l'amère expérience dans sa récente tentative de médiation au Sud-Liban. La présence américaine en Méditerranée occidentale est quant à elle plus timide et ne semble pas à l'ordre du jour des préoccupations américaines.

La dimension régionale de la Méditerranée et le levier que pourrait constituer une place d'acteur majeur à l'échelle régionale ne laisse pas non plus insensibles les puissances européennes du sud, à l'exclusion peut-être de la Grèce. La France traditionnellement très impliquée dans les affaires méditerranéennes est plus que jamais partie prenante de ce nouvel engouement. Mais la nouveauté provient plutôt de l'implication récente dans le concert méditerranéen de L'Italie, de l'Espagne et dans une moindre mesure du Portugal. En l'espace de quinze ans, ces pays, aidés par la compétitivité de leurs produits à l'exportation et portés par des économies en pleine ascension, ont pu investir les marchés commerciaux du Maghreb et du Machrek et concurrencer le quasi-monopole régional de la France dans le domaine. Tirant avantage de leur nouveau statut de partenaires économiques des pays de la rive sud, nos voisins latins nourrissent aujourd'hui l'ambition d'obtenir par le jeu d'initiatives politiques calculées, une dimension d'acteurs diplomatiques de la Méditerranée. Les initiatives italo-espagnoles puis espagnoles de Conférence de la sécurité et la coopération en Méditerranée (CSCM) viennent là encore concurrencer de manière directe l'initiative diplomatique française de Forum méditerranéen. Ces menées semblent avoir comme objectif principal de ravir sa place à la France, en contestant le rôle particulier qu'elle joue dans la région. Les pays du Maghreb ayant clairement décelé cette perte de monopole commercial de la France ont compris tout le bénéfice qu'ils pourraient tirer d'une telle situation. Faisant désormais jouer auprès des partenaires européens les règles de la concurrence, les Etats maghrébins entendent bien sûr faire des économies substantielles. En dénonçant implicitement les alliances traditionnelles qui les liaient à leurs partenaires historiques, ils adressent à ces derniers un message qui oscille entre représailles et chantage à l'aide économique au développement. La France, alliée principale de ces pays, en est bien sûr la cible principale.

Mais que sont ces formes de chantage voilé au regard du risque de contagion bien réel de l'islamisme intégriste qui secoue aujourd'hui l'Algérie et dans une moindre mesure l'Egypte. En l'occurrence, l'emploi de cet intégrisme contre l'Occident « impie » pourrait rapidement faire peser une menace insidieuse et

odieuse contre la sécurité intérieure de nos pays. La France plus que tout autre pays constitue un terrain privilégié pour l'exercice d'un chantage à la guerre sainte, en raison du volume de la population maghrébine dans notre pays et de la malléabilité aux thèses intégristes d'une partie de la jeunesse maghrébine. Sans qu'il soit possible de prédire l'avenir de l'Algérie, sans qu'il soit non plus possible d'écarter le risque de propagation de l'intégrisme à l'ensemble de la rive sud, la règle des pays occidentaux vis-à-vis du « problème algérien » est à la prudence. Ses concurrents commerciaux peuvent jouer d'une certaine neutralité diplomatique pour mieux investir le marché algérien. Or la France, liée à l'Algérie par sa forte minorité d'origine algérienne, ne peut affecter la neutralité sur le « cas algérien », même au profit d'intérêts commerciaux.

Dernier événement en date à secouer la rive sud-méditerranéenne, cette crise est à elle seule symptomatique des bouleversements géopolitiques qu'a connus la région et de l'incertitude du devenir des relations à venir, d'une part entre les états de la rive sud et d'autre part entre la rive sud et la rive nord. La France a toujours été très présente et très active en Méditerranée. Le contexte récent semble lui être moins favorable, reste à savoir quelle peut encore être sa marge de manoeuvre dans la région.

LES CHANCES POSSIBLES D'UNE NOUVELLE STRATEGIE :

En dépit de son repli économique constant et de la perte d'influence idéologique en Méditerranée, la France semble s'empêtrer dans une attitude diplomatique d'un autre âge et laisser passer ainsi toute chance de reprendre l'avantage dans la région. Mais l'influence que confère à l'échelle mondiale, une place incontestée de membre influent dans les instances régionales et internationales de décision, comparée aux retombées sèches d'une emprise économique régionale, est plus avantageuse à une Nation comme la France. Dans cet esprit, l'action diplomatique française vise, par le biais d'un discours déclamatoire apparemment obsolète, deux objectifs précis. Le premier est de rendre incontournable le rôle de la France dans la construction d'une Méditerranée plus sûre et plus équilibrée; le deuxième, par le rôle de médiateur privilégié dans les relations entre les deux rives du bassin, de garantir pour la France une part valorisante des mérites dans la construction progressive de l'Union européenne et de la sécurité mondiale. L'initiative française de Forum méditerranéen et la part active prise par la France dans la consolidation du concept de Dialogue euro-méditerranéen sont l'expression concrète de cette nouvelle stratégie française à moyen terme, d'instrumentalisation de la Méditerranée.

La France, acteur traditionnel et longtemps prédominant en Méditerranée, a perdu beaucoup des avantages qu'elle tirait de sa place et de son image

particulières dans la région. Il est en effet révolu le temps où l'industrie pétrochimique algérienne avait partie liée avec l'économie française, où la totalité ou presque des produits manufacturés en usage au Maghreb étaient d'origine française. Que dire aujourd'hui de la place privilégiée de l'économie française au Liban? La persistance de la langue française dans bon nombre de pays des franges sud et orientale de la Méditerranée n'est en rien représentative du pouvoir réel d'exportation de l'économie française dans cette zone. La mondialisation de l'économie a bien sûr eu pour effet immédiat d'ouvrir les marchés à l'exportation et d'augmenter le volume global du marché méditerranéen, mais les acteurs économiques se sont multipliés, qu'ils soient régionaux ou extra-régionaux, et l'emprise commerciale des pays traditionnellement implantés dans les pays du sud à progressivement régressé sous l'effet de la concurrence. La France est la première touchée et sa marge de manoeuvre pour restaurer son volume d'exportation est bien mince.

L'action diplomatique est aujourd'hui devenue une arme économique efficace pour conclure des contrats économiques bilatéraux et renforcer le pouvoir de pénétration des marchés extérieurs par les entreprises nationales. Les chefs d'Etats des grandes puissances économiques n'hésitent plus à se faire accompagner dans leurs voyages diplomatiques, d'une cohorte de chefs d'entreprise prêts à faire valoir les avantages de leurs entreprises et à profiter de l'ambiance privilégiée de la circonstance pour conclure des contrats d'exportation.

Malgré cela, l'attitude et le discours de la diplomatie française en Méditerranée semblent être aux antipodes de ces considérations. Le discours diplomatique français volontiers déclamatoire se fonde sur les liens historiques et culturels étroits qui unissent la France, ex-puissance coloniale, à la rive sud et orientale de la Méditerranée. Ce discours fait de ce double héritage la légitimation absolue du rôle particulier de la France en tant que partenaire privilégié des pays du Maghreb et du Machrek et que puissance stabilisatrice de la Méditerranée occidentale. Plus inspiré en apparence par la nostalgie de la puissance déchue de la France en Méditerranée que par l'analyse objective des nouvelles réalités française et méditerranéenne, ce discours minimise l'impact économique pourtant déterminant dans les rapports de forces et dans le jeu nouveau des relations dans la région.

Si l'on se réfère donc à la donnée économique comme déterminante de la puissance d'une Nation, le discours diplomatique de la France en direction de la rive sud paraît obsolète ou pour le moins inadapté aux intérêts de la France et au rétablissement de sa puissance dans la région.

Mais contrairement aux apparences, il n'est plus sûr que les gouvernants français veuillent aujourd'hui restaurer la France dans son rôle et sa dimension passés, en Méditerranée. Cette évolution n'est pas à mettre au compte de l'alternance gouvernementale et de l'opposition de points de vue des chefs d'Etats successifs à l'égard de la politique méditerranéenne de la France. La constance avec laquelle nos gouvernants s'emploient à défendre le rôle particulier de notre pays dans cette région est exemplaire et peut laisser espérer un bénéfice concret à terme. Le nombre de tentatives diplomatiques françaises qui se sont récemment soldées par des échecs ou des semi-échecs politiques n'est peut-être pas une preuve d'échec en soi. Il semblerait que ce soit plus le signe d'une transition, d'un revirement stratégique lent de la diplomatie française en Méditerranée. L'attitude de la France au Proche-Orient depuis son retrait du Liban est moins de s'opposer

frontalement au « leadership » américain dans cette sous-région que de le gêner par une action plus insidieuse.

La rentabilité de l'action diplomatique française en Méditerranée ne se mesurera vraisemblablement pas en actifs commerciaux, mais au regain d'image sur les scènes européenne et internationale que la France pourra tirer de son action en faveur de l'équilibre et de la dynamique régionale. En effet, nos politiques prenant acte du déclin de la France comme acteur à part entière de la Méditerranée et de l'effort inconsidéré qu'il y aurait à vouloir restaurer une situation passée, identifient désormais l'intérêt national au travers de l'action que pourrait mener la France dans un projet non plus national mais collectif, en Méditerranée.

En effet, la France y bénéficie encore d'atouts qui pourraient servir cette nouvelle stratégie. A l'instar des Etats-Unis et à l'inverse d'une Italie très liée à l'OTAN et à ses partenaires européens en matière de sécurité, la France est plus un producteur de sécurité qu'un consommateur. Sa place de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et la part active qu'elle a prise dans le règlement du conflit du Golfe et dans les opérations de rétablissement de la paix, plus récemment en Bosnie et en Albanie, donnent une réelle crédibilité à son discours traditionnel en faveur de la paix et de la sécurité. C'est aussi une preuve patente de la profondeur de l'engagement qui la lie à la Méditerranée. Les pays de la rive sud et orientale y sont particulièrement sensibles.

En dépit des petites tracasseries et indécidables qui entachent régulièrement les relations diplomatiques entre la France et la rive sud, l'histoire et la nature complexe des liens tissés avec le Maghreb, ainsi que leur dimension symbolique et culturelle autorisent la France à occuper une place particulière en Méditerranée. A l'exception de l'Espagne, aucun pays ne peut prétendre à un lien si particulier avec la rive sud.

L'indépendance de vues et d'action qu'a toujours su préserver la France à l'égard des grandes puissances et notamment des Etats-Unis, confère à notre pays un rôle possible d'arbitre dans un différend qui opposerait un pays sud-méditerranéen à la puissance hégémonique américaine. Par ailleurs, la France, encline à diffuser un discours tiers-mondiste, est pour les pays du Maghreb et du Machrek un allié idéal dans la défense de leurs requêtes auprès des instances financières internationales.

La France apparaît donc aux yeux des pays de la rive sud comme un partenaire non seulement utile et crédible mais aussi indispensable par l'alternative qu'il peut représenter face à une attitude hégémonique et dictatoriale des Etats-Unis dans la région. Le cas de l'Irak et de l'Iran est là pour rappeler l'ingérence et l'intransigeance américaine face à une nation ignorant ses propres règles.

La France jouit donc toujours en Méditerranée d'une réputation qui la maintient au rang d'Etat légitimement compétent à mener une stratégie collective et à la conduire jusqu'à son terme. C'est l'objectif qu'elle vise au travers de son initiative de Forum méditerranéen. Cette initiative, restreinte à l'espace de la Méditerranée occidentale, peut paraître minimaliste en comparaison de l'initiative avortée de Conférence pour la Méditerranée défendue conjointement par l'Italie et l'Espagne. Mais elle est en fait adroite puisqu'elle est intentionnellement restreinte à l'espace le plus favorable à la France, le Maghreb et dans une moindre mesure le Machrek puisqu'elle y associe l'Egypte. Adroite également puisqu'elle élude consciencieusement le problème de la sécurité en Méditerranée. En effet, les problèmes de sécurité ne peuvent se circonscrire à la partie occidentale de la

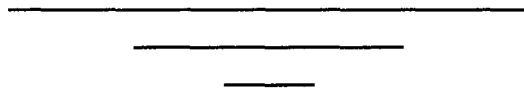
Méditerranée. Les inscrire dans les questions débattues au Forum reviendrait, de fait, à étendre l'espace de compétence de ce dernier à la Méditerranée orientale, et à confronter la liberté d'initiative de la France à l'hégémonie américaine au Proche-Orient. L'autre avantage à cette attitude prudente est qu'il contourne habilement le « problème algérien » particulièrement handicapant pour la France. Ce qui peut passer pour une preuve de repli des ambitions françaises en Méditerranée n'est en fait qu'une stratégie nouvelle de la France.

Ceci est d'autant plus évident lorsqu'on se penche sur l'initiative prise par la diplomatie française dans l'idée de Dialogue euro-méditerranéen. La France qui connaît et pratique la rive sud mieux que tout autre Etat européen peut prétendre à un rôle de médiateur privilégié dans l'établissement et la normalisation du dialogue euro-méditerranéen. De la normalisation de ce dialogue favorable à l'affirmation européenne, de la part que prendra la diplomatie française à cette normalisation, dépendra la part du mérite français à la construction de l'Union européenne, économique, politique et de sécurité commune. La France bénéficie également de son image d'acteur influent de la construction européenne et de la matérialisation de la sécurité commune en Europe. Elle pourra donc en cas de rapprochement des deux rives renforcer à la fois son image d'acteur européen de la construction de l'Union et d'acteur mondial de la sécurité. La reconnaissance internationale participe indiscutablement de l'affirmation de puissance d'une Nation ambitieuse comme la France.

Il est clair que la place et le rôle qu'occupe la France dans son initiative de Forum méditerranéen permet à sa diplomatie, par un discours rhétorique savamment distillé, d'entretenir artificiellement une image surfaite de la dimension de la France dans la Méditerranée. Cette stratégie d'occupation des « espaces vides » (diffusion idéologique) n'a pas pour vocation de renforcer le pouvoir de pénétration de l'économie française dans la région mais de rendre la France incontournable dans tout débat méditerranéen. Et c'est précisément ce rôle particulier de médiateur dans toute relation future entre l'Europe et le reste de la Méditerranée que la France entend faire valoir, au travers notamment de ses initiatives en faveur du Dialogue euro-méditerranéen. Forum méditerranéen et Dialogue euro-méditerranéen sont deux instruments complémentaires au service d'une même stratégie qui consiste à amplifier le rôle de la France dans le bassin méditerranéen. Il s'agit en effet de faire valoir la France dans sa dimension d'acteur européen et d'acteur mondial. La nouvelle diplomatie de la France en Méditerranée n'a rien de minimaliste ou d'obsolète elle est au contraire ambitieuse et s'inscrit dans le moyen terme. Elle devrait porter ses fruits lorsque l'Union européenne sera devenue une puissance à part entière stabilisée dans ses fondements et dans ses abords. La France peut à l'évidence tirer grand parti de cet emploi habile de la Méditerranée.

Sous l'effet de la mondialisation de l'économie, la puissance française n'a cessé de décliner. Si ses ambitions demeurent, les moyens matériels dont elle dispose pour affirmer ces ambitions ne suffisent plus. L'avènement récent de la régionalisation comme facteur d'affirmation de puissance aurait pu être un moyen avantageux de gagner une dimension régionale pour la France. Elle jouissait en

effet d'une position privilégiée en Méditerranée. Mais dans cet espace même, elle subit les effets de la concurrence d'autres Nations et de la complication de ses relations traditionnelles avec la rive sud. La France n'en a pas pour autant abandonné ses ambitions d'acteur influent du débat mondial et la Méditerranée pourrait en être la scène. La nouvelle stratégie méditerranéenne de notre diplomatie a vocation à faire de la spécificité française dans la région un atout déterminant dans la consolidation de l'Union européenne et dans la stabilisation des relations dans la zone euro-méditerranéenne. La France en retirerait à moyen terme une reconnaissance internationale très avantageuse. On peut donc considérer le Bassin méditerranéen comme espace de départ du renouvellement de la puissance française. Reste néanmoins une incertitude quant au devenir de l'Algérie. Toute idée de stabilité et de sécurité dans l'espace méditerranéen est encore hypothétique et tout effort dans ce sens pourrait bien être vain.



BIBLIOGRAPHIE :

- CHERIGUI Hayète, *La politique méditerranéenne de la France*, L'Harmattan 1997,
- *L'état du monde*, La Découverte 1997 et 1998.